

Le 2 février 2019

## Grand Débat National

### Compte-rendu du débat qui s'est tenu à Varize-Vaudoncourt le 1<sup>er</sup> février 2019 à la salle des fêtes avec la participation de la commune de Bannay

Les habitants présents ont pu s'exprimer sur les quatre thèmes proposés et sur tous les sujets qu'ils souhaitaient.

Le présent compte-rendu reprend de manière synthétique, neutre et objective les propos qui ont été tenus.

Ce document a été déposé sur le site du Grand Débat National et est consultable sur le site internet communal.

#### Démocratie et citoyenneté :

- **Référendum d'initiative citoyenne** : il est important de faire appel aux citoyens sur les sujets importants cependant ce type de démarche peut être compliqué et difficile à gérer. Des consultations locales pourraient être organisées plus fréquemment sur des sujets locaux.
- **Vote blanc** : la reconnaissance du vote blanc fait l'unanimité des personnes présentes.
- **Vote obligatoire** : les avis sont partagés sur une éventuelle obligation.
- **Proportionnelle aux élections législatives** : à très petite dose afin de garder une majorité claire au parlement
- **Limitation du nombre de parlementaires** : une baisse du nombre de députés et sénateurs est demandée. Les députés doivent travailler pour l'intérêt national. Le Sénat représente les territoires. L'idée de réduction des élus de rang national doit venir en complémentarité avec un renforcement de la décentralisation.

#### Impôts, dépenses et action publique

- **Fin des indemnités et avantages à vie des anciens Présidents de la République** (après un certain délai à la fin du mandat pour des raisons de sécurité)
- **Remettre de la progressivité sur les impôts** des classes aux revenus supérieurs
- **Rétablir la taxe d'habitation** pour tous afin que chacun puisse contribuer au fonctionnement des services publics locaux et éviter aux communes leur plus forte dépendance à l'Etat
- **Baisser les impôts sur le revenu** mais conserver les taxes locales pour garantir l'autonomie de fonctionnement des collectivités locales

#### Organisation de l'Etat et des collectivités locales :

- **Commissions nationales** : diminuer le nombre de commissions nationales coûteuses et technocratiques

- **Parlement** : renforcer le pouvoir des parlementaires notamment sur les propositions de loi (actuellement les projets de loi sont établis par les Ministères et le gouvernement)
- **Collectivités locales** : renforcer la décentralisation et donner une spécialisation des compétences aux collectivités (une compétence-une collectivité) afin d'éviter les trop nombreux interlocuteurs différents pour les usagers des services publics
- **Elections présidentielles et législatives** : doivent-elles être dissociées ? (soit faire les 2 élections le même jour, soit les décaler suffisamment dans le temps : pas d'unanimité)
- **Maisons des services publics** : avec la disparition des services de l'Etat, il faut développer les Maisons des services publics avec des financements de l'Etat pour leur fonctionnement (compensation avec le départ des services de l'Etat dans les communes)

### Transition écologique :

- **Maintien ou non du 80 km/h ?** : demande d'avoir des statistiques probantes et fiables sur ce sujet. Les départements auraient pu mettre en œuvre cette mesure sur les départementales qu'ils gèrent en fonction des problèmes de sécurité routière (pas de 80 km/h de manière uniforme sur la totalité du réseau).
- **Circuits courts** : favoriser le développement des circuits courts avec une meilleure rémunération des producteurs par rapport aux distributeurs (la loi Alimentation ne semble pas répondre à cette attente)
- **Gaz** : donner aux petites communes l'accès au gaz (vert). Des installations de méthanisation sont présentes dans les territoires ruraux mais ne desservent pas en gaz les communes rurales.
- **Biomasse** : quelle est la ressource en biomasse pour produire de l'énergie « verte » ? Quelles sont les capacités d'utilisation de la forêt ? Doit-on continuer à cultiver des céréales pour produire de l'énergie (méthane notamment) au lieu d'utiliser les terres cultivables pour alimenter la population française ?
- **Problème d'égalité du coût de l'énergie** : repenser le coût de l'énergie pour une meilleure équité pour les populations résidant dans les zones de climat froid et contraintes dans leurs dépenses d'énergie.
- **Rénovation énergétique des bâtiments** : la priorité ! Des dispositions plus souples de l'Etat pour permettre d'améliorer rapidement l'isolation des bâtiments. Encadrer les prix des entreprises pour la réalisation des travaux d'efficacité énergétique. Augmenter l'enveloppe financière de l'Etat et les montants d'aides selon les secteurs géographiques (plus d'aides là où les températures sont les plus basses en hiver).
- **Energie éolienne** : attention à la multiplication des mâts dans certains secteurs (paysage). Problème de la répartition des recettes liées à la production d'énergie éolienne (meilleure répartition en faveur des communes et de leurs habitants).

- **Réseau ferroviaire** : réduire la pollution du transport par le développement du transport par rail : développer le ferroutage ainsi que les lignes SNCF : remise en place de lignes et développement des fréquences (ex : ligne TGV Metz-Paris)
- **Taxes** : à augmenter sur le kérosène et le fioul lourd
- **Covoiturage** : développer la multimodalité avec la mise en place de navettes bus depuis les aires de covoiturage

#### **Autres sujets de débat :**

- **Union européenne** : suppression de la commission européenne et mise en place d'un gouvernement fédéral qui respecte les identités nationales
- **Taux du livret A** : revenir à l'indexation du taux du livret A sur l'inflation
- **Revaloriser les retraites** avec rattrapage des années antérieures et suppression de l'augmentation de la CSG
- **Hôpitaux** : mettre plus de moyens dans les hôpitaux notamment au niveau des services des urgences et supprimer par exemple les remboursements de certaines cures (de confort) pour financer les hôpitaux
- **Suppression des 35h**
- **Coût de l'immobilier** : plafonner les prix des terrains constructibles selon les secteurs (comme le plafonnement des loyers).
- **Jours de carence dans les entreprises privées** : supprimer les 3 jours payés par l'employeur et les faire prendre en charge par la sécurité sociale
- **Contrôler les organismes parapublics au niveau de leur fonctionnement** : vérifier leurs dépenses
- **Consommation** : inciter les personnes à revoir leurs comportements individuels en matière de consommation (vêtements, alimentation, etc.) : valoriser les produits dont les producteurs reçoivent une juste rémunération et qui travaillent dans de bonnes conditions sociales (produits responsables)